

PROJETS D'APPUI À LA CRÉDIBILITÉ ET À LA TRANSPARENCE DU PROCESSUS ÉLECTORAL EN UNION DES COMORES

PACTE I & II



Projets financé par l'Union Européenne



Union Européenne

ECES

CENTRE EUROPEEN D'APPUI ELECTORAL

Mise en œuvre:

Centre Européen d'Appui Electoral (ECES),

ECES: fondation privée sans but lucratif basée à Bruxelles, spécialisée dans l'appui au cycle électoral, notamment dans les contextes de post-conflit et de sortie de crise.

De février 2012 à début 2016, ECES a signé plus de 60 contrats d'appui électoral et de renforcement des institutions démocratiques, fournissant conseil, appui opérationnel et gestion de projets et paniers communs.

ECES a œuvré dans plus de 35 pays, principalement mais pas exclusivement, en Afrique et au Moyen Orient.

ECES bénéficie d'une large expérience et d'une solide expertise dans les projets d'appui électoral à travers le monde et peut actuellement compter sur un réseau solide et étendu de plus de 70 partenaires de par le monde.

Dans le cadre de ses projets, et afin d'assurer les standards professionnels les plus élevés et des services de qualité, ECES a recruté plus de 750 experts électoraux internationaux et plus de 350 agents locaux.

EN UNION DES COMORES

Dans le cadre de son engagement dans le processus de démocratisation en Union des Comores, l'Union européenne a financé à 100%, à travers le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) deux projets d'appui à la crédibilité et à la transparence des processus électoraux : l'élection des représentants de la Nation, des Conseillers des îles et des élections communales, et en 2016 l'élection Présidentielle et des Gouverneurs des Iles autonomes.

Depuis aout 2014, ECES est présent en Union des Comores avec une équipe d'experts hautement qualifiés, dotés d'une solide expérience acquise sur tous les continents et d'une expertise constamment actualisée qui a permis d'assurer un appui technique constant à l'administration électorale menant au bon déroulement des scrutins de janvier-février 2015 et de février-avril 2016

La connaissance du contexte politico-culturel comorien confère à ECES et à ses experts une vraie valeur ajoutée en leur permettant d'apporter un appui adapté aux exigences spécifiques des acteurs électoraux.

De plus, la complémentarité de deux projets PACTE Comores a permis le déroulement harmonieux et apaisé des deux processus électoraux reconnus et acceptés par toutes les parties prenantes.

L'UNION DES COMORES





PACTE

Projet d'Appui à la Crédibilité
et à la Transparence
du processus Electoral
Union des Comores

APPUI À LA CRÉDIBILITÉ ET À LA TRANSPARENCE DU PROCESSUS ÉLECTORAL EN UNION DES COMORES I

L'objectif global du projet PACTE I est de contribuer à l'organisation d'élections crédibles, transparentes et pacifiques en Union des Comores à travers le renforcement des capacités des parties prenantes au processus électoral comorien.

Cet objectif global a été décliné en quatre objectifs spécifiques :

- 1- l'appui apporté à l'administration électorale pour la planification, l'organisation et la tenue du triple scrutin (élections des Représentants de la Nation, des conseillers insulaires et pour la première fois en Union des Comores des Conseillers communaux) qui s'est déroulé les 25 janvier et 22 février 2015;
- 2- la contribution aux efforts de sensibilisation électorale développés par la CENI en liaison avec d'autres acteurs, Organisation de la Société Civile et les médias ; la promotion de la transparence du processus électoral ;
- 3- la promotion de la transparence du processus électoral,
- 4- l'appui apporté à la pérennisation et au renforcement des capacités de l'administration électorale permanente (CENI).

INTRODUCTION

PACTE I Comores : Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence du processus électoral en Union des Comores

Durée : 24 juillet 2014 au 24 juin 2015

Financement : Entièrement financé par l'Union Européenne



Union Européenne

Partenaires de mise en œuvre :



Leadership Beyond Boundaries

est une initiative qui a été lancée par le Center for Creative Leadership (CCL), célèbre centre de formation en matière de leadership aux Etats-Unis, afin de démocratiser le développement du leadership et déverrouiller le potentiel humain. LBB vise à étendre le développement du leadership à tous. En aidant des individus à se gérer, à travailler plus efficacement avec les autres, et à entraîner un changement inclusif, LBB améliore des vies, fait progresser des organisations et transforme des communautés. LBB croit que le développement du leadership est un levier qui peut et qui va changer le monde.



Urban Republic est une

compagnie de production de films récompensés basée à Los Angeles et fondée en 2005. UR a une branche in Accra, Ghana et travaille de manière suivie avec des maisons de productions locales. Urban Republic produit du contenu au niveau mondial et est spécialisée dans le développement, la production et la postproduction de documentaires, fictions, reportages, produits éducatifs et de publicités commerciales.

Jarret Merz est l'auteur de « Une Election Africaine », un documentaire qui donne aux spectateurs un accès unique et inédit à l'anatomie des élections présidentielles de 2008 au Ghana.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Organismes de gestion des élections (OGE) permanents ou temporaires

Le processus électoral comporte plusieurs phases, par exemple la conception, la rédaction et l'adoption de la législation, le recrutement et la formation des acteurs, la planification électorale, l'inscription des électeurs, la campagne électorale, les opérations de vote, la tabulation des résultats et leur proclamation ainsi que la résolution des litiges électoraux.

Après la fin d'un processus électoral, il est souhaitable que les travaux sur le prochain processus commencent : l'ensemble du processus peut être décrit comme le cycle électoral.

Pour déterminer si un OGE permanent ou temporaire est approprié, la charge de travail tout au long du cycle électoral ainsi que les coûts de maintien d'une institution permanente et le temps nécessaire pour en créer une nouvelle doivent être pris en considération. Pour déterminer si l'OGE sera permanent ou temporaire, il est aussi important d'examiner comment la mémoire institutionnelle relative aux élections sera consignée. Dans les situations où les scrutins ont lieu régulièrement ou lorsque la poursuite des travaux de développement électoral tels que l'éducation des électeurs ou la réforme de la loi électorale est nécessaire, une administration électorale permanente n'est pas seulement justifiable mais souhaitable.

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a été mise en place en septembre 2014

Bien qu'essentiellement **tourné vers un appui technique à la CENI, le projet PACTE I s'est adapté au contexte des élections et a su ouvrir cet appui à d'autres partenaires** comme les représentants de la société civile, **les médias, les forces de l'ordre et les partis politiques.**

Formations

Les activités de formation ont été élaborées pour atteindre l'objectif de pérennisation de la CENI nouvellement créée et pour la première fois permanente et dont les membres ont été nommés pour un mandat de 6 ans à compter du septembre 2014.



Les membres de la CENI Comores

FORMATIONS DELIVRÉES PAR PACTE I

FORMATION	Nombre de PARTICIPANTS	ORGANES
Formation en renforcement des Capacités Opérationnelles de la CENI et des CEII	40	CENI, CEII
Atelier de formation sur le contentieux	25	CENI, DGE, Cour Constitutionnelle
Simulation des opérations de vote	13	CENI
Table ronde sur le film « une élection africaine »	19	CENI et Organisations de la société civile
Formation LEAD	35	CENI, DGE, médias, Organisations de la société civile, Cour Constitutionnelle, forces de l'ordre
Atelier « Harmonisation des opérations de vote »	22	CENI, CEII
Formation des formateurs des forces de l'ordre	29	Gendarmerie, Police Nationale, Armée nationale de développement
Table de concertation avec les partis politiques	16	Les partis politiques
Formation des formateurs des membres des bureaux de vote	292 dont : 152 en Gde Comore, 106 à Anjouan et 34 à Mohéli	Membres des bureaux de vote
Atelier d'évaluation des sessions de formations des membres de bureaux de vote	13	CENI
Formation des membres des bureaux de vote	400	Membres des bureaux de vote
Formation pour le déploiement et la récupération du matériel électoral	112	CECI et Agents CENI
Atelier d'évaluation entre les deux tours	26	CENI, CEII
Formation des Présidents des bureaux de vote	934	Présidents des bureaux de vote, CECI, Agents CENI
Atelier d'évaluation sur le processus électoral	35	CENI, CEII, CNPA, Cour Constitutionnelle, forces de l'ordre, Organisations de la société civile, cadre de concertation.
Table ronde sur la loi électorale	38	CENI, Cour Constitutionnelle, Ministère de l'Intérieur, Assemblée Nationale, CNTDE, CNPA, Organisations de la société civile, Cadre de concertation.

Le matériel électoral



L'entrepôt du matériel électoral de Moroni



Les urnes



Les logisticiens nationaux du projet PACTE I

Les experts d'ECES ont accompagné la CENI dans **l'élaboration des documents pour les élections harmonisées des Représentants de la Nation, des conseillers des îles et les Conseillers communaux**, conformément au cadre légal régissant les élections aux Comores: calendrier électoral, formulaires de dépôts de candidatures, plan opérationnel...

Cet accompagnement a également porté sur la définition des spécifications techniques du matériel électoral sensible (bulletins de vote, imprimés électoraux, procès-verbaux) et non sensible (urnes et kits) qui a été acquis à travers des appels d'offres internationaux.

A travers des appels d'offres internationaux, la CENI a été appuyée par le projet PACTE I pour tout ce qui trait à l'achat du matériel électoral. L'acquisition du matériel s'est fait en regard des standards internationaux en la matière, permettant ainsi de rassurer toutes les parties prenantes aux élections, incluant les partis politiques et candidats.

L'appel d'offre internationale a permis l'achat de :

- 1500 urnes;
- 1700 kits électoraux contenant :
cachet, colle, ciseaux, crayon, cire, corde, porte badge, enveloppe inviolable, élastique, encreur, bloc note, autocollant, règle, craies, lampes, sac plastique ;
- 1500 flacons d'encre indélébile ;
- 45000 scellés.



Préparation du matériel électoral

Procédures de votes

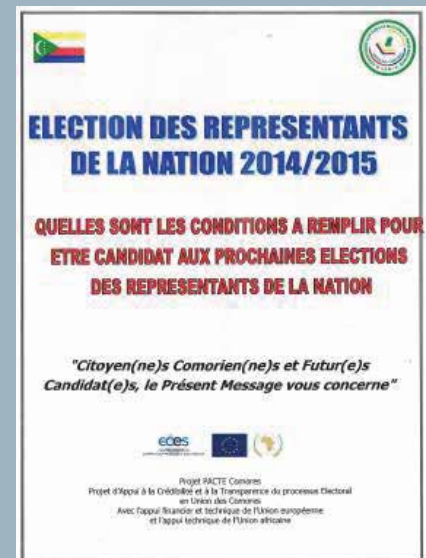
La nouvelle loi électorale de 2014, comportait certaines indications concernant la description des procès-verbaux et autres documents électoraux. Mais aucun de ces documents n'existaient réellement. L'équipe de PACTE I avec la CENI s'est donc mise au travail pour concevoir ces procès-verbaux, tester leur utilisation à travers des simulations de vote et procéder à leur impression.



La CENI, en collaboration avec les experts du projet PACTE I, ont redéfini toutes les procédures logistiques et des opérations de vote et élaboré puis imprimé différents types de guides et de manuels:

- Guides des candidatures et dépliants explicatifs pour chaque élection;
- Guide de formation pour les formateurs des membres de bureau de vote;
- Manuel des membres du bureau de vote;
- Guide de l'électeur avec extrait de la loi électorale;
- Guide pour les élections communales;
- Manuel CENI, CEII et CECl ;
- Aide-mémoire pour les membres de bureaux de vote;
- Aide-mémoire pour les forces de l'ordre;
- Aide-mémoire des assesseurs des partis politiques et des candidats dans les bureaux de vote.

Finalement, le système mis en place a porté ses fruits et la qualité technique des élections ont été reconnues par les observateurs internationaux et nationaux.



Bulletins de vote

La conception et l'impression des bulletins de vote et des imprimés électoraux, matériel électoral sensible, ont fait partie des tâches les plus laborieuses et complexes du projet, nécessitant des mois entier de collaboration continue entre la CENI, les experts du projet et l'imprimeur national sélectionné suite à un appel d'offre locale.

Le projet PACTE I a fait imprimer au nom de la CENI :

150 différents types de bulletins de format A3, A4 ou A5 pour les 24 circonscriptions législatives au 1er tour et 21 pour le deuxième tour (moins 3 circonscriptions ou des candidats ont obtenu +50% au premier tour), 51 pour les élections conseillers des îles et 54 pour les conseillers communaux pour un total de 789 candidats (203 pour les Représentants de la nation, 335 pour les Conseillers des îles et 251 pour les conseillers communaux).

Un suivi permanent de la part d'ECES a été nécessaire afin de garantir une livraison à temps et sans erreur des bulletins de vote, tout en garantissant leur sécurité et leur inviolabilité pour conserver l'intégrité du processus.



Campagnes de sensibilisation

Le volet sensibilisation du projet s'est divisé en plusieurs actions selon les étapes du processus. Dans les mois précédents les scrutins, **un cinéma itinérant a sillonné le pays en collaboration avec** le comité de communication de la **CENI et les organisations de la société civile** : la **FECOSC** (Fédération comorienne des organisations de la société civile), **l'Observatoire des élections, le Réseau des Femmes et Ngo'shavo** (Mouvement de la jeunesse comorienne).

Le film « Une élection africaine » produit par Jarreth Merz traduit en comoriens dans le cadre du projet, a fait l'objet de projections dans les trois îles. Ce film, axé sur le processus électoral au Ghana lors des élections présidentielles en 2008, a permis de donner une vue d'ensemble sur le rôle des parties prenantes au processus électoral et l'incidence de leurs actions sur la réussite des élections.



Remise du matériel de sensibilisation aux ONGs de la société civile



Karibu hebdo, le 19 février 2014

Les mois précédents le premier et le second tour des élections, la sensibilisation a été renforcée par une campagne incitant la population comorienne, en particulier les femmes, les jeunes et les populations rurales, à aller voter. Cette campagne a été accompagnée par la production du matériel et supports expliquant les différents types de scrutins, les modalités de vote et les horaires d'ouverture des bureaux de vote. Dans le cadre de ces actions de sensibilisation, plusieurs moyens de communication ont été utilisés : journaux, radios et télévision ainsi que de caravanes de sensibilisation qu'ont été organisées dans les îles en coordination avec les Commissions Electorales Insulaires Indépendantes (CEII).

Le projet PACTE I a organisé des caravanes de sensibilisation que pendant quinze jours se sont déplacées à travers toutes les circonscriptions dans les trois îles pour diffuser des messages d'encouragement au vote et distribuer du matériel informatif.



Caravane de sensibilisation du projet PACTE I

LE CINEMA ITINERANT

Ile	Nombre de projections
Grande Comore	26
Anjouan	9
Mohéli	4

Transparence du processus

Le projet PACTE I a favorisé la mise en place d'activités encourageant des élections transparentes, apaisées et acceptées par toutes les parties prenantes. Plusieurs réunions de concertation, autant avec l'administration électorale qu'avec les parties politiques ont été tenues à différentes étapes du processus électoral. La **large diffusion de la loi électorales et autres textes légaux** en lien aux élections ont aussi fait partie de la stratégie du projet pour **la promotion et la transparence du processus**.

En collaboration avec la CENI, le projet a produit et distribué du matériel expliquant le déroulement des opérations de vote, le mode de répartition proportionnel des sièges pour les Conseillers communaux et le déploiement du matériel électoral. La diffusion de ce matériel a renforcé la transparence des élections. De plus, la mise en place par la Direction Générale des Elections du Ministère de l'Intérieur avec la CENI d'un Cadre de concertation impliquant des représentants des partis politiques a contribué à la crédibilité et à la transparence du processus ainsi que à l'acceptation de résultats dans un climat serein.

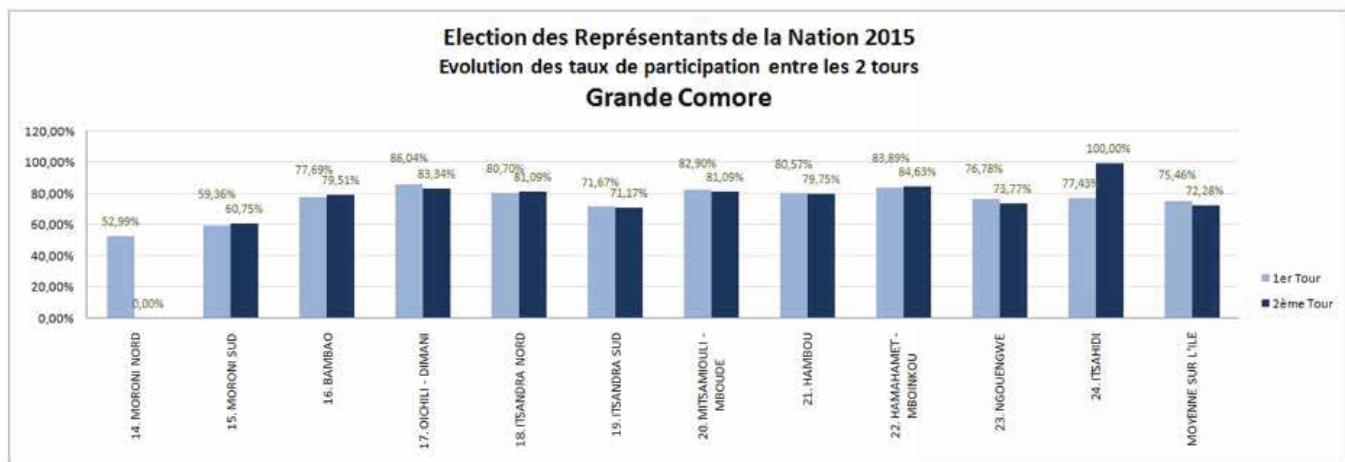


Pérennisation de l'administration électorale

Dans la perspective de pérennisation de la CENI pour la première fois permanente en Union des Comores, le projet PACTE I a fourni un appui opérationnel à la commission pour l'installation de son siège à Moroni.

Le projet a appuyé l'achat du matériel nécessaire à rendre opérationnels les lieux de travail de la CENI : achat du mobilier, des équipements informatiques (ordinateurs portables et imprimantes), des consommables et fournitures de bureau (papeterie). Un plan d'achat a été approuvé pour l'allocation des biens ; le coordinateur du matériel de la CENI a été mandaté pour procéder au choix des biens (mobilier et équipements) en fonction de l'enveloppe financière disponible.

Elections	2006	2010	2016
Taux de participation	57,26 %	52,8 %	69,12 %
Taux d'abstention	42,74 %	47,2 %	21,88 %
N° de femmes au fichier électoral	Non disponible	Non disponible	49,07 %
N° de personnes entre 18 et 30 ans	Non disponible	Non disponible	38,66 %



Graphique de l'évolution des taux de participation entre les deux tours - élections de 2015 en Grande Comore

Évaluation externe

L'évaluation du projet PACTE I a été mise en œuvre en conformité avec les lignes directrices de la Gestion du Cycle de Projet et de la méthodologie d'évaluation de la Commission européenne et s'est articulée autour de cinq critères d'évaluation :

- **Pertinence** : adéquation des objectifs du projet et des besoins des acteurs du processus électoral
- **Efficacité** : degré de réalisation des objectifs et des résultats
- **Efficience** : utilisation rationnelle des moyens (techniques et financiers) à dispositions
- **Impact** : relation entre les objectifs spécifiques et l'objectif global du projet
- **Pérennité** : durabilité des résultats positifs en fonction de l'appropriation des objectifs par les parties prenantes

« La gestion du PACTE-Comores a été d'une grande qualité qu'il s'agisse de la gestion de l'équipe du projet, de la planification et de la conception des activités du projet, de la maîtrise d'opérations séquentielles complexes (planification, organisation et exécution des opérations électorales relatives à trois scrutins différents), du respect des délais dans l'exécution des activités ainsi que des relations permanentes et transparentes entretenues avec l'ensemble des « parties prenantes » au processus électoral. »

Suite à la tenue des scrutins de février 2015, ECES a souhaité soumettre le projet PACTE I à une évaluation externe effectuée en mai 2016, conformément aux dispositions contractuelles avec le bailleur de fond.

Cette évaluation avait pour objectif d'analyser les performances et les résultats du projet PACTE-Comores en tenant compte aussi bien de ses objectifs que de la pertinence de ses activités et du contexte de sa mise en œuvre. Elle avait également pour but d'identifier les principales leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennisation des actions entreprises.

Le rapport d'évaluation externe a été établi par l'expert suite à une mission de 10 jours aux Comores au cours de laquelle il a rencontré tous les acteurs et les parties prenantes au processus électoral. Dans son rapport il a déterminé que le projet PACTE I Comores constituait une solution appropriée aux besoins et aux carences identifiées dans les processus électoraux comoriens précédents, notamment dans trois domaines : la planification des opérations électorales, la mise à disposition du matériel électoral et les carences dans la conduite des opérations. La pertinence du projet a été d'autant plus avérée qu'il répondait à un souci de « professionnalisation » de la CENI pour la première fois permanente.

Du point de vue de l'efficacité, les résultats escomptés par le premier projet d'ECES en Union des Comores ont été très largement atteints : « sur le plan qualitatif, la mise en œuvre du projet a contribué à améliorer de manière notable le processus électoral ».

Le rapport souligne également que PACTE I a fortement contribué à la pérennisation de la CENI dont les membres se sont appropriés des objectifs du projet.



Estrade de l'atelier d'évaluation du processus électoral PACTE I à Moroni le 21 mars 2015

Les recommandations des organisations nationales et internationales

En avril 2015, un atelier d'évaluation du processus électoral et du cycle électoral 2014-2015 avec bilan et perspectives, a été organisé par la CENI. Ainsi, parmi les recommandations importantes soulevées lors de ce séminaire, il est à noter :

- Apporter un appui à l'inscription des nouveaux électeurs et ceux qui ne sont pas encore inscrits sur les listes électorales et revoir le mode d'identification des électeurs au bureau de vote ;
- Revoir le cadre juridique de façon à rationaliser le système électoral ;
- Renforcer l'indépendance de la CENI, entre autre par le mode de nomination de ses démembrements ;
- Améliorer l'aspect communication de la CENI ainsi que la sensibilisation des électeurs, favoriser l'échange d'information entre les différents acteurs du processus ;
- A moyen et long terme il s'agira de renforcer les structures de la CENI, de favoriser la professionnalisation des membres des bureaux de vote, et de renforcer l'éducation démocratique et électorale.

Les différents rapports des Missions d'observations électorales nationales et internationales ont tous souligné le **nécessité de renforcer l'indépendance et la crédibilité de la CENI, continuer le renforcement de l'administration électorale** vers la professionnalisation de ses membres, améliorer la communication de la CENI, revoir le Code électoral et revoir les listes électorales.



APPUI À LA CRÉDIBILITÉ ET À LA TRANSPARENCE DU PROCESSUS ÉLECTORAL EN UNION DES COMORES II

Le projet PACTE II Comores s'inscrit dans la continuité du projet PACTE I et se base sur les conclusions :

- des rapports des missions d'observations électorales nationales et internationales;
- des ateliers d'évaluation du processus et des bilans organisés en période post-électorale

Ce faisant le Projet PACTE II collait directement à la réalité du contexte électoral en Union des Comores.

Afin de répondre aux besoins, plusieurs volets d'intervention ont été développés :

- Volet 1. Renforcement des capacités de l'administration électorale
- Volet 2. Appui à la révision du fichier électoral
- Volet 3. Appui à la mise en œuvre des opérations de vote
- Volet 4. Acquisition du matériel électoral
- Volet 5. Sensibilisation et communication
- Volet 6. Tables de concertation
- Volet 7. Soutien aux médias
- Volet 8. Appui juridique

De plus, le projet PACTE II avec un financement de 3.2 Millions d'Euro de l'Union européenne, a pu élargir son appui technique à :

- la Cour constitutionnelle : Chargée du contentieux électoral mais aussi de l'inscription des candidats à l'élection présidentielle ;
- au Centre National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) : organisme de gestion des médias ;
- au Centre National de Traitement des Données Electorales (CNTDE) : organisme sous l'égide du Ministère de l'Intérieur et sous supervision de la CENI chargé de la mise à jour de la liste électorale ;
- les forces de l'ordre : la Police, la Gendarmerie et l'Armée Nationale de Développement (AND) ;
- le Ministère de l'Intérieur en charge des élections ;
- la société civile et ses organisations : L'Observatoire des Elections, la FECOSC (Fédération Comorienne des organisations de la société civile), Le Réseau des femmes et Ngoshawo (jeunesse comorienne).

INTRODUCTION

PACTE II Comores : Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence du processus électoral en Union des Comores

www.pacte-comores.com

Financement :

Entièrement financé par l'Union Européenne



Durée : 14 mois du 24 juin 2015 au 24 août 2016

Partenaires de mise en œuvre :



Democracy Essentials : organisation qui fournit des services d'appui dans le secteur des technologies de l'information et des communications. De manière particulière, elle est spécialisée dans le développement de solutions web, des outils de collecte de données numériques (crowd sourcing) et des produits d'E-learning. Elle a une expertise unique dans le développement d'outils numériques pour les processus électoraux, y compris des outils et des applications pour l'observation des élections, la surveillance des médias et la gestion des résultats électoraux.



Osservatorio di Pavia : Institut spécialisé dans l'analyse des médias qui a pour objectif principal la sauvegarde du pluralisme social, culturel et politique dans le domaine des médias à travers l'élaboration de méthodologies de recherche et d'analyse appliquées à l'étude des médias. L'Osservatorio est devenu internationalement reconnu pour l'analyse et la recherche sur la communication de masse. Ils ont développé une méthodologie quantitative pour l'observation et l'analyse de la communication politique dans les médias. Depuis 1997, l'Institut collabore avec un certain nombre d'organisations internationales dans le cadre de leurs activités de renforcement des capacités et d'assistance technique.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS de l'administration électorale

PACTE II a continué les efforts de renforcement des capacités de la CENI, s'inscrivant dans la continuité de PACTE I, afin de capitaliser l'expérience acquise lors du processus électoral précédent et donner à l'administration électorale les outils nécessaires pour mener à bien les élections Présidentielles et des Gouverneurs des îles autonomes.

Le programme de formation élaboré par PACTE II vise aussi à accroître les compétences de la CENI pour qu'elle puisse développer son plan stratégique entre deux cycles électoraux.



Formation des représentants des candidats pour leurs assesseurs à Moroni le 17 mars 2015

Le projet PACTE II a mis à disposition de l'administration électorale une équipe de plus de quinze experts internationaux venant tous du domaine électoral et spécialisés dans différents volets. Grâce à cela, la CENI a pu bénéficier d'une expertise spécifique pour chacun des domaines d'intervention du projet.

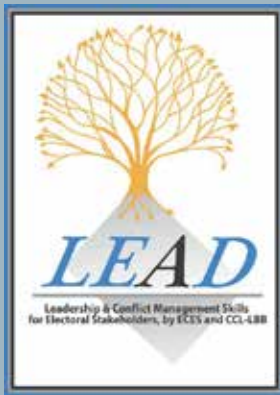
PACTE II a aussi permis, en intégrant dans ses formations des représentants de tous les organismes participants aux élections, de mettre en place des dynamiques de groupes et des synergies permettant à chacun des partenaires de comprendre les défis et les contraintes des autres, ce qui permet une plus grande coordination et apaise les tensions entre partenaires.



Formation en gestion administrative et financière pour l'administration électorale à Moroni le 05 décembre 2015

FORMATIONS DELIVRÉES PAR PACTE II

FORMATION	Nombre de PARTICIPANTS	ORGANES
Gestion administrative et financière	19	CENI et CEII
Opérations électorales	26	CENI, CEII, Cour Constitutionnelle et Direction Générale des Elections
Sécurisation du processus électoral	28	Forces de l'ordre (Armée Nationale de Développement AND, Gendarmerie, Police Nationale)
Formation des Formateurs LEAD	31	CENI, CEII, Cour Constitutionnelle, Forces de l'ordre, Organisations de la Société Civile, CNPA et médias, Direction Générale des Elections
Formation LEAD Grande-Comore	23	CEII, Forces de l'ordre, Organisations de la Société Civile, Médias
Formation LEAD Anjouan	23	CEII, Forces de l'ordre, Organisations de la Société Civile, Médias
Formation LEAD Mohéli	26	CEII, Forces de l'ordre, Organisations de la Société Civile, Médias
Formation Agents recenseurs et superviseurs	103	CENI, CNTDE, Superviseurs
Formation en communication externe pour les membres de la Cour	22	Cour Constitutionnelle
Atelier de mise à jour du code de conduite et formation médias et élections	34	CENI, CEII, Cour Constitutionnelle, Direction Générale des Elections, Forces de l'ordre, Cadre de concertation, Médias
Formation en gestion des contentieux électoraux	34	CENI, Cour Constitutionnelle, Direction Générale des Elections
Programme de certification MBV	4.500	Membres de Bureau Vote
Formation des candidats et des partis politiques pour leurs assesseurs	45	Candidats et partis politiques



Le leadership en matière électorale optimise le travail en équipe, en vue d'un objectif commun, celui de garantir :

- Des élections transparentes
- Des élections crédibles
- Des élections apaisées
- Des élections honnêtes

La formation LEAD, tout un programme

Les principes fondamentaux du LEAD, piliers de la transparence:

- Direction: définition et compréhension de l'objectif à atteindre
- Engagement: lorsque l'objectif encourage la mobilisation des individus dans l'atteinte de celui-ci.
- Alignement: lorsque les engagements individuels se fédèrent pour ne faire plus qu'un engagement collectif.

Formation LEAD

La formation LEAD a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs électoraux en matière de leadership, d'accroître leur capital de confiance et de leur fournir les outils nécessaires à la prise de décision et à la gestion des conflits tout au long du cycle électoral. Il s'agit d'assurer un dialogue permanent entre les différents acteurs pour créer des conditions de la prévention des conflits et instaurer un climat apaisé favorable au bon déroulement du processus électoral en général.

La formation LEAD : *une approche innovante au service de la transparence et de la crédibilité du processus électoral*

La formation en Leadership et gestion des conflits pour les acteurs électoraux (Formation LEAD) s'inscrit dans la stratégie d'ECES consistant à renforcer au maximum la crédibilité du processus électoral via la professionnalisation de ses acteurs. Elle part du principe que des acteurs majeurs, formés et appliquant les principes du LEAD, contribueront efficacement à prévenir les tensions électorales.

En effet, grâce à cette formation, les participants acquièrent des outils pour mieux comprendre et mieux gérer les volatilités, incertitudes, complexités et ambiguïtés inhérentes aux processus électoraux. Cette meilleure compréhension des enjeux facilite la prise de décision des acteurs électoraux par la formulation de réponses rapides et adéquates

De plus, l'approche participative et engageante de la formation LEAD invite au partage d'expériences concrètes entre les participants. Avec l'encadrement et la facilitation des formateurs, les différents acteurs du processus électoral (membres des organes de gestion des élections, société civile, médias, partis politiques, forces de l'ordre et autres) sont plongés dans un environnement qui leur permet d'exprimer leurs priorités, leurs contraintes, leurs inquiétudes, de réfléchir aux interdépendances inhérentes à ce contexte. En apprenant à mieux se connaître grâce à l'approche LEAD, ils sont plus à même de faire émerger leurs capacités de leader. Cette approche permet aussi de dégager au sein des institutions participantes la notion de leadership collectif, qui favorise la circulation de l'information et la facilite la collaboration.

Qu'est-ce qu'une formation LEAD ?

Les efforts de développement des capacités auprès des administrations électorales sont souvent très théoriques sans pour autant transmettre des compétences concrètes et de réelles capacités de leadership, pourtant nécessaires à l'administration électorale afin de prévenir des situations de crises et/ou conflits.

Les experts d'ECES et de CCL-LBB ont commencé à développer la méthodologie LEAD en 2009 qui a été implémentée depuis lors à de nombreuses reprises dans plus de 20 pays différents, en Afrique et en Europe, et à l'occasion de plus de 60 sessions de formation présentielle. Chacune de ces formations est l'occasion d'approfondir, de contextualiser et d'améliorer le curriculum LEAD, qui est donc le résultat dynamique de recherches détaillées et d'expérimentations intensives. De plus, le LEAD s'est enrichi des commentaires de plus de 500 participants au cours de ce processus.

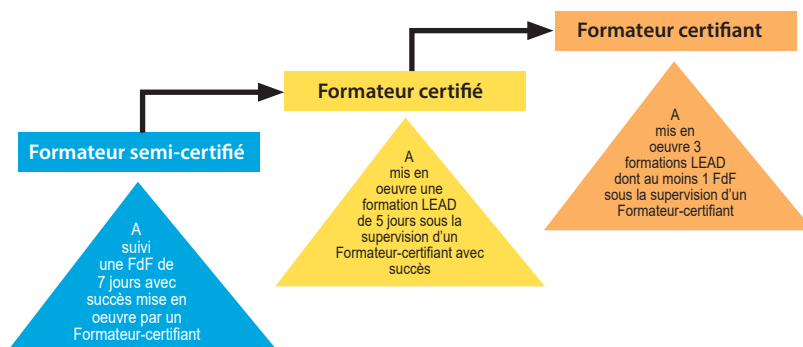
Le programme de formation LEAD vise à la pérennisation des acquis par la mise en place d'un cycle de formation comprenant différentes étapes de certification en vue de créer un pool national de formateurs.

Le système de certification LEAD qui s'articule en trois étapes est réalisé sous la supervision de formateurs certifiants, permet à la fois de garantir la qualité de la formation réalisée et d'accroître l'appropriation par les nouveaux formateurs de son contenu.

Après avoir suivi une formation de formateur, le participant devient semi-certifié, c'est-à-dire qu'il est apte à contribuer à la mise en œuvre d'une autre formation LEAD, sous la supervision d'un formateur LEAD senior, qui garantit ainsi la qualité du programme

Le formateur semi-certifié devient certifié après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre d'une formation LEAD sous la supervision d'un formateur certifié/certifiant

Le formateur certifié devient certifiant (c'est-à-dire capable de certifier lui-même de futur participant et de superviser les formateurs semi-certifiés), après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre de 3 formations LEAD et d'une formation de formateurs.



Formation des formateurs LEAD à Moroni le 05 octobre 2015

“ Le LEAD aux Comores en chiffres ”

Données participants formation LEAD

- 16 jours de formation
- 112 participants dont 39 femmes (34,8%)
- 32 formateurs semi-certifiés
- 6 formateurs certifiés
- 1 formation nationale (7 jours) et 3 formations dans les îles (3 jours chaque une)
- Participants
 - 3 Commissaires de la CENI
 - 24 Commissaires des CEII
 - 3 Conseillers de la Cour Constitutionnelle
 - 1 représentant de la Direction Générale des Elections
 - 11 représentants des Forces de l'Ordre
 - 2 membres du CNPA
 - 23 journalistes
 - 2 membres du Cadre de Concertation
 - 2 représentants ECES
 - 41 représentants des organisations de la société civile

Programme de Certification des Membres de Bureau de Vote (MBV)

Trois niveaux de cascades du programme de certifications des MBV :

Public-Cible	Nombre de PARTICIPANT	Nombre de SESSION
Formateur des candidats formateurs	8	1
Formateur des candidat MBV	90	1
Candidats	4500	3



Formation des membre des bureaux de vote
Moroni le 03 janvier 2016

Le choix et la formation des membres des bureaux de vote (MBV) sont deux éléments clés de la réussite d'un processus électoral. Si la façon dont les MBV sont choisis est primordiale, notamment les critères utilisés (niveau d'études, capacité, expérience électorale...), la formation qu'ils recevront est cruciale pour assurer le bon déroulement des opérations de vote et le respect du résultat des urnes.

En amont, la compétence et la connaissance des formateurs qui seront appelés à former les MBV sont des éléments déterminants pour la suite des choses et pour la qualité des formations données et en bout de piste, la réussite des opérations électorales.

Lors des élections législatives et communales de 2014, la sélection des membres des bureaux de votes (MBV) avait soulevé des débats importants. Pour éviter ces mêmes débats, la CENI appuyée par le projet PACTE II, a décidé de mettre en place un programme de certification des membres des bureaux de vote dans le but de constituer un pool de MBV certifiés aptes à accomplir la fonction, à la suite de la participation à une formation donnée par la CENI et ses démembrements et à la réussite d'une évaluation. Cette banque a servi pour la nomination des MBV nécessaires dans le cadre des élections du Président et des Gouverneurs de 2016 et pour les élections subséquentes.

Pour atteindre cet objectif, la démarche suivante a été suivie :

1. Constitution, par la CENI et les CEII, d'une liste de personnes répondant aux exigences requises pour agir à titre de formateur des MBV et de membres des bureaux de vote;
2. Déploiement d'un programme de formation de deux journées, à l'intention des candidats formateurs, donné par des formateurs de la CENI et des CEII;
3. Administration d'une évaluation, établissement d'une note de passage et remise d'un certificat aux formateurs ayant obtenu un résultat supérieur à la note de passage;
4. Déploiement d'un programme de formation de deux journées à l'intention des candidats MBV sur chacune des îles;
5. Les nominations à titre de MBV ont été faites sur la base de la compétence, démontrée par la réussite de l'évaluation.

APPUI À LA RÉVISION du fichier électorale

L'établissement d'une liste électorale consensuelle est l'une des conditions requises pour un processus électoral fiable et transparent qui assure l'expression démocratique de chaque citoyen. C'est la raison pour laquelle, en Union des Comores s'est lancée depuis Février 2012, dans un processus d'élaboration d'un fichier biométrique recommandé à travers divers rapports des processus électoraux passés.

Ainsi suite à plusieurs phases d'inscription des électeurs dont la dernière s'est tenue en aout 2014 un fichier électoral biométrique de 275 348 électeurs a été établi. C'est ce dernier qui a été utilisé pour les élections législatives et des conseillers communaux de janvier et février 2015. Dès lors, pour les processus électoraux en Union des Comores, ce fichier devait faire objet d'une actualisation en passant par des révisions annuelles et par des révisions exceptionnelles.

La révision exceptionnelle de 2015 constituait une opération préalable à l'organisation des élections (primaire présidentielle, et les élections des Gouverneurs des îles autonomes) de Février et Avril 2016 à l'Union des Comores.

Dès lors, les experts d'ECES, en collaboration avec la CENI, ont conçu et élaboré une nouvelle méthodologie du déroulement de la mise à jour des listes électorales dans des Centres d'Opérations de Révision Exceptionnelle (CORE)

ÎLES	Région	Communes	Bureaux de vote	Inscrits 2015-2016
Mohéli / Mwali	3	6	48	20 882
Anjouan / Ndzuwani	5	20	267	121 479
Grande-Comore / Ngazidja	9	28	408	158 645
Total Union des Comores	3	54	723	301 006

CENTRES D'OPERATIONS DE REVISION EXEPTIONNELLE

- 40 CORE déployés dans chaque préfecture de l'Union des Comores.
- Chacun des CORE est composé de 3 techniciens en charge de l'inscription biométrique des électeurs (empreinte digitale et photo)

La révision exceptionnelle de 2015 visait deux catégories d'électeurs :

- Les nouvelles inscriptions : les personnes ne figurant pas sur les listes ayant 18 ans au 21 février 2016
- La mise à jour (rectification des erreurs sur la carte d'électeur, remplacement transfert de bureaux de vote, radiation).

Suite à une formation en cascade, des agents de terrain à savoir 17 superviseurs et quarte vingt agents (80) des CORE ont été recrutés et déployés.

Au total la liste électorale biométrique 2015 aux Comores a été arrêtée à 301.006 soit une augmentation d'environ 10% du nombre d'électeurs en trois semaines d'inscription seulement.

ACQUISITION

du matériel électoral



Contenu du kit électoral

Le projet a mis à disposition de la CENI des experts qui l'ont accompagnée tout au long du processus électoral de 2016. Cet accompagnement a permis à la CENI de rédiger un plan d'acquisition du matériel électoral.

Suite à l'adoption du plan d'acquisition un appel d'offre internationale concernant deux Lots des biens a été lancée et a permis l'achat de :

- 1,700 Kits électoraux contenant une calculatrice, six porte badges pour les membres de bureau de vote, six bougies, un sac en plastique, six craies, un pair de ciseau, un tube de colle, six stylos à bille, une règle, des élastiques, quatre marqueurs, un encreur, une corde, un bloc-notes, une lanterne à piles (incluses) e des enveloppes inviolables pour la transmission des documents électoraux.
- 1,260 Isoirs démontables en carton;
- 80 urnes transparentes en complément aux urnes acquises en 2014;
- 4,500 sellés numérotées

Comme le veut sa politique, ECES en appui à la CENI a choisi un imprimeur de l'Union des Comores pour favoriser l'économie locale et développer les compétences nationales. Des bulletins de tailles différentes en fonction du nombre de candidats (25 candidats pour l'élection primaire présidentielle !) ont été produits en respectant les standards internationaux. Ces bulletins contenaient des mesures de sécurité: un micro texte non visible à l'œil nu, un filigrane non photo-copiable sur le devant et un dessin visible seulement avec une lampe ultraviolette au dos du bulletin.

Pour faciliter le choix des électeurs, les bulletins présentaient:

- le numéro d'ordre d'apparition sur le bulletin déterminé par un tirage au sort préalablement effectué par la CENI en présence des candidats ;
- la photo du candidat;
- son nom en français et en arabe;
- le logo du parti politique ou du candidat indépendant.

ELECTIONS EN CHIFFRES

■ Jour J en Union des Comores :

- 723 bureaux de vote
- 301.006 inscrits
- 4 338 membres de bureaux de vote

■ Contenu des urnes :

- 1 kit électoral ;
- Bulletins de vote (en nombre exact correspondant au nombre d'électeurs inscrits par bureau de vote);
- 9 sellées ;
- 1 flacon d'encre indélébile ;
- 1 boîte d'allumettes.

En collaboration avec la CENI et ses démembrés, les CEII et les CECI, le projet PACTE II a assuré le déploiement électoral sur les îles ainsi que la préparation des urnes pour le jour des élections. Dès sa réception, le matériel a été stocké à Moroni, la Capitale de l'Union des Comores, dans un entrepôt sécurisé par les forces de sécurité locales. Le matériel destiné à l'île d'Anjouan et de Mohéli a été successivement déployé par avion à travers un vol charterisé escorté par les forces de l'ordre. Les urnes ont été préparées grâce à un travail méticuleux par les manutentionnaires du projet PACTE II et la CENI.

SENSIBILISATION

Le Projet PACTE II a encouragé la collaboration entre la CENI, la société civile et les médias pour sensibiliser de larges groupes de citoyens et améliorer leur compréhension des enjeux électoraux. Le projet a veillé à la coordination des activités de sensibilisation des organisations de la société civile en collaboration avec la CENI, afin de souligner les dates importantes du calendrier électoral, incluant l'inscription des électeurs, l'inscription des candidats, la motivation au vote, et les spécificités de chaque scrutin. Les activités ont été adaptées aux besoins spécifiques des jeunes, des femmes et des populations rurales. Le projet a mis la disposition de la CENI un expert en sensibilisation électorale de façon à orienter et coordonner la mise en œuvre du plan de sensibilisation des électeurs.

En collaboration avec la CENI plusieurs supports de sensibilisation ont été produits :

- Des dépliants destinés à expliquer le parcours des électeurs dans les Bureaux de Vote;
- Spots vidéos ciblant la participation des femmes et de la population rurale, avec une version spot radio et une version en Bande Dessinée dans un dépliant;
- Des flyers reprenant le titre de la chanson des élections qui a été aussi le slogan officielle des élections ;
- Des banderoles et des affiches ciblant la participation des femmes et des jeunes aux élections ;
- Des T-shirts avec le slogan officiel des élections
- SMS de la sensibilisation envoyés aux abonnés du réseau (481.250, source Comores télécom).



Concert de lancement de la campagne de sensibilisation à Moroni le 20 janvier 2016

« Groupes cibles »

Les nouveaux adultes et les femmes, ainsi que les populations rurales, ont fait l'objet d'attention particulière pour la sensibilisation et l'éducation électorales.

Le grand concert gratuit financé par l'Union Européenne à travers le projet PACTE II Comores, a été ouvert par les artistes locaux : ChuckyMistares, Costy, Don Dada et Malha, avant d'accueillir, dans l'enthousiasme général, la tête d'affiche : Cheikh MC.

Le concert a été l'occasion du lancement officiel de la chanson des élections 2016 « Na Rende Ra Voti » créée par la star des Comores Cheikh MC pour la campagne de sensibilisation. La chanson avait été diffusée auprès des radios locales déjà quelques jours avant le concert pour faire en sorte qu'elle soit connue par au moins une partie de l'audience. Le vidéoclip de la chanson a été publié sur internet 48h avant le concert a atteint 2.000 visualisations en moins de 24 heures.

La sensibilisation a été renforcée par l'action des ONG locales qui ont diffusé des brochures et des dépliants informatifs sur les dates des scrutins et sur les modalités de vote. Des t-shirt avec le slogan des élections de l'Union des Comores 2016 « Na Rende Ra Voti » ont été également distribués pendant le concert.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

- 1 concert à Moroni avec Cheikh MC
- 1 spectacle de danse à Mohéli avec la compagnie Uni-Son
- 54 caravanes dans les 3 îles organisées par 4 ONG
- 4 campagnes de sensibilisation
- Recensement

SENSIBILISATION

Matériel	Nombre
Spots	2
Radios qui ont diffusé le spot	25
TV qui ont diffusé le spot	5
Emissions radio	1
Vidéos	2
Chansons	2
SMS	15
Jours publicité presse écrite	20
Panneaux 4x3	4
Affiches	2.250
Banderoles	60
Caravanes	54
Depliants	14.400
Flyers	14.000
Flyers isoloirs	800
T-shirts	450
Autocollants	200
Spectacle danse	1
Concerts	1

► Affiches



► Spots vidéos et chansons



Disponible sur: **You Tube**

<http://www.pacte-comores.eu/videos>

SOUTIEN aux médias et élections

Centres média

Le projet a mis en place trois centres médias, un par île, afin d'offrir aux différents médias un espace où obtenir de l'information de qualité de la part des instances électorales légitimes.

Les centres ont été également un lieu de rencontre et d'échange qui a été utilisé par les missions d'observation électorale et les organisations de la société civile pour leurs conférences de presse.

Les centres médias ont été équipés d'ordinateurs, imprimantes, télévision et radio et connexion internet afin de réaliser des analyses des médias pendant la campagne électorale et entre les deux tours des élections. Ces analyses, effectuées par le personnel du centre, ont permis d'évaluer la couverture politique des médias audiovisuels et imprimés. Il s'est agi en particulier de vérifier :

- L'accès équitable aux médias ;
- Le respect des règles régissant la conduite des acteurs impliqués pendant la campagne ;
- La couverture médiatique du processus électoral et des procédures de vote.

Dans son appui aux médias comoriens, le projet PACTE II a organisé une formation « médias et élections » suivie par un Atelier de mise à jour du code de conduite des journalistes de l'Union des Comores.

Considérant l'impact des médias et face aux enjeux liés aux élections présidentielles et celles des Gouverneurs des Îles autonomes de 2016, il était important de former les journalistes des médias audiovisuels et de la presse écrite pour leur permettre d'avoir une vue d'ensemble sur leur rôles et responsabilités pendant toute la période électorale et dans l'acceptation des résultats des élections.

Grâce aux échanges avec les institutions impliquées au processus électoral et avec le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA), les représentants des différents médias ont pris conscience de leur impact sur l'environnement sécuritaire pendant la période des élections et des bonnes pratiques internationales, comme outil de promotion d'un climat sain et apaisé.



Formation en monitoring des médias / Moroni



Inauguration du centre média / Grande Comore

TABULATION de résultats

Selon le code électoral comorien, la CENI doit commencer la tabulation des résultats le jour suivant la clôture des scrutins, la réunion du comptage de la vérification de l'intégrité des résultats des scrutins, de la conformité des documents reçus, ainsi que de recensement du vote et établir un Procès-Verbal de Tabulation. Afin que la CENI mette efficacement en œuvre ces prescriptions il a été préconisé que ces opérations se déroulent dans un lieu dénommé « Le Centre de Tabulation, de Comptage et de Vérification des Résultats (CTCVR) » au Palais du Peuple à Moroni.

Quatre étapes ont été identifiées pour le processus du déroulement des opérations au CTCVR :

- 1 - Réception, centralisation physique des enveloppes inviolables des institutions;
- 2 - Dépouillement;
- 3 - Tabulation (compilation) et apurement;
- 4 - Archivage.

Le traitement informatique des résultats a été réalisé par un système interactif de compilation des feuilles de dépouillements électoraux. Ce logiciel, conçu spécifiquement par l'expert d'ECES, est destiné à la CENI qui est chargée de gérer et de compiler les résultats électoraux et de produire les résultats provisoires et statistiques.

De plus, afin de garantir une majeure transparence, le projet PACTE II a instauré un système de scan des documents électoraux lors de leur arrivé au centre de tabulation. Ce système innovant a permis de créer des archives des documents à disposition de la Cour constitutionnelle pour la gestion des contentieux.



Le Centre de Tabulation, de Comptage et de Vérification des Résultats



Le Centre de Tabulation, de Comptage et de Vérification des Résultats

ASSISTANCE TECHNIQUE à la Cour Constitutionnelle

Le projet a mis un expert juriste à disposition de la Cour constitutionnelle pour contribuer au renforcement des capacités techniques des magistrats dans les domaines où elle est compétente: résolution du contentieux électoral pour toutes les phases électorales, inscription des électeurs, inscription des candidats, contentieux sur les résultats du premier et deuxième tour des élections.

Grâce au travail d'accompagnement de l'expert juriste dans la résolution des litiges et l'appui dans la rédaction des textes, les Conseillers de la Cour Constitutionnelle ont renforcé leurs capacités de maîtrise du contentieux pour les prochains cycles électoraux, ce qui participera à l'apaisement du processus électoral et à l'acceptation des résultats.



Formation en communication externe pour les membres de la Cour constitutionnelle à Moroni le 10 décembre 2015



les membres de la Cour constitutionnelle



les membres de la Cour constitutionnelle

PROCÉDURES DE SUIVI et d'évaluation



Participants à l'atelier d'évaluation



Comité de Pilotage Electoral (CPE)

Un Comité de pilotage électoral (CPE) a été mis en place pour le suivi de l'implémentation du projet. Le CPE regroupe l'Ordonnateur National, la CENI, l'Union européenne et ECES. Les réunions du CPE servent à s'assurer que le développement stratégique global du projet aille dans la bonne direction. Ces réunions servent également à veiller sur la pleine responsabilité et la transparence dans la mise en œuvre des activités des acteurs impliqués dans le processus électoral et sur la cohérence adéquate entre les différentes actions.

Ateliers d'évaluation avec les parties prenantes électORALES

Des ateliers d'évaluation du processus électoral ont été organisés entre les deux tours et après le second tour avec la participation de la CENI, les CEII, la Cour constitutionnelle, la Direction Générale des Elections, les forces de l'ordre, le CNPA et les représentants de la société civile. L'atelier organisé entre les deux tours a permis de favoriser l'identification des mesures concrètes d'amélioration du processus électoral entre les deux tours. De même, le deuxième atelier organisé à la fin du processus a permis un retour global sur le processus, et a proposé les pistes d'améliorations, permettant à la CENI d'établir son plan stratégique et de renforcer de ses capacités pour les prochaines années.



Estrade de l'atelier d'évaluation du processus électoral entre les deux tours à Moroni le 17 mars 2016

PACTE-Comores II a organisé également une évaluation finale externe afin d'évaluer objectivement les résultats et les réalisations des activités mises en œuvre, et d'obtenir une vision d'ensemble de la gestion du projet. **L'évaluation externe est également à même de fournir des conseils techniques et des recommandations sur la manière d'améliorer la gestion du projet.** Cette initiative contribue ainsi à renforcer l'évaluation interne du projet tout en consolidant les bonnes pratiques qui pourront être utilisées dans le cadre de futurs projets.

PACTE-Comores II attache la **plus grande attention à la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports d'évaluation ainsi que à l'intégration de celles-ci dans la conception des futures actions dans le pays.**

L'évaluation finale de PACTE-Comores II a été menée lors d'une mission de ses auteurs à Moroni du 6 au 12 juin 2016, au cours de laquelle les évaluateurs ont eu l'opportunité de s'entretenir avec un échantillon représentatif des acteurs nationaux au regard de l'élection présidentielle et des gouvernorats tenues en 2016, comme la CENI et la société civile, mais également les autorités politiques et administratives nationales.

« PACTE-Comores II s'inscrit dans la complémentarité et la division du travail entre l'action de l'UE et celle de la France dans le domaine de la démocratie et de la bonne gouvernance.

En répondant à des carences et dysfonctionnements couramment identifiées dans les processus électoraux précédents notamment dans trois domaines - la planification des opérations électorales, la mise à disposition du matériel électoral et la conduite des opérations électorales-, le PACTE-Comores II a constitué une solution appropriée à ces besoins.

Sur le plan qualitatif, la mise en œuvre du projet PACTE COMORES II a contribué à améliorer de manière notable le processus électoral dans les différents domaines couverts par l'intervention, comme en témoignent notamment les rapports des missions internationales et nationales d'observation des élections. L'aspect qualitatif des performances du PACTE Comores II, qui s'est matérialisé par l'organisation réussie des scrutins, présidentiel et des gouvernorats comme l'ont constaté l'ensemble des MOE et des MOE nationales dans leurs rapports respectifs.

Au regard des critères de l'évaluation, le PACTE-Comores II constitue donc une réussite qui devrait avoir valeur d'exemple dans le domaine de l'assistance électorale par « sa contribution à l'organisation d'élections crédibles, transparentes et pacifiques dans l'Union des Comores à travers le renforcement des capacités des parties prenantes aux processus électoraux ».



**PACTE-
COMORES II**
Projet d'Appui à la Crédibilité et à la
Transparence des Élections au Comores

**EVALUATION
EXTERNE**

Les recommandations des organisations nationales et internationales

Les recommandations effectuées par les principales organisations nationales et internationales montrent entre autres :

- Renforcer les capacités et **l'Indépendance** des institutions impliquées dans l'organisation des élections ;
- Assurer la **transparence** du processus en améliorant significativement la communication de la CENI et en vulgarisant régulièrement l'information disponible ;
- Créer et renforcer un Secrétariat technique pour la CENI afin de consolider les acquis obtenus et aboutir à terme à **l'autonomie fonctionnelle** de l'institution ;
- Renforcer les formations des cadres de la CENI ainsi que les institutions qui participent au cycle électoral ;
- Renforcer le **dialogue politique** afin d'engager les réformes de fond nécessaires pour faire progresser l'Etat de droit de manière inclusive et pour consolider les bases d'un développement durable du pays ;
- Consolider les capacités des partis politiques pour rendre ces acteurs un moteur de développement, de réforme et un créateur de ponts pour **l'intégration des jeunes et des femmes dans le processus démocratique**;
- Poursuivre les actions citoyennes et renforcer **l'éducation à la citoyenneté** pour permettre à la société de s'informer et d'apporter sa contribution en soutenant les institutions électorales.



PME-Conseils, entreprise certifiée ISO 9001 et partenaire de longue date d'ECES dans la gestion financière des projets et du siège, contribue à garantir la solidité financière de PACTE Comores. En apportant une assistance spécialisée et les conseils nécessaires et en fournissant une expertise financière et une comptabilité analytique spécifiquement adaptées à la supervision des projets, PME-Conseils participe à la bonne performance de la gestion financière et comptable du projet. PME-Conseils s'assure également que les rapports budgétaires et financiers développés dans le cadre du projet soient en ligne avec les exigences des bailleurs.

Une gestion financière en toute transparence grâce à un suivi comptable immédiat

ECES accorde une grande importance au suivi financier et à l'évaluation de tous ses projets.

En tant que fondation privée à but non lucratif, les comptes d'ECES sont audités annuellement et publiés à la Banque Nationale de Belgique. De plus, tous ses projets financés par l'Union Européenne font également l'objet d'une ou plusieurs vérifications spécifiques des dépenses, tel que prévu dans les contrats.

En prenant en compte l'enveloppe financière des deux projets PACTE Comores et afin de pouvoir assurer en toute transparence l'imputabilité des coûts, des procédures de vérification financières suivantes ont été mises en œuvre. Ces vérifications ont permis de valider les processus et les procédures de gestion administrative et financière des projets, au regard des procédures opérationnelles standard indiquées dans le Guide Pratique de l'Union Européenne (PRAG).

Afin de garantir le constant suivi financier de PACTE II, Democracy Essential, chargée du suivi informatique et IT d'ECES a créé et mis en place un logiciel spécialement conçu selon les besoins d'ECES dans la mise en œuvre financière de ses projet.

Ce logiciel permet d'accéder en temps réel au niveau de consommation de chaque ligne budgétaire et aux pièces justificatives de chaque dépense. Le fonctionnement est très simple : chaque facture validée et payée est scannée et téléchargée dans le logiciel qui en déduit donc le montant à partir de la ligne budgétaire correspondante telle que contractuellement signée. Ceci permet une gestion financière transparente et exacte et l'anticipation de potentiels problèmes puisque le personnel de supervision financière d'ECES à Bruxelles y a également accès. Ceci facilite également la préparation des audits prévus par le projet.

PME-Conseils, l'entreprise qui appui ECES dans la comptabilité et le contrôle des dépenses à Bruxelles, possède également un accès dédié au logiciel, lui permettant de suivre en permanence les procédures appliquées et le niveau des dépenses et ainsi de proposer à chaque fois que nécessaire, des mesures correctrices.

Concernant les vérifications des dépenses, ECES a finalisé un contrat avec l'entreprise Delta Audit pour la réalisation des exercices prévus au cours du projet. En effet, le calendrier de vérification des dépenses pour PACTE II est l'occasion de contrôler en permanence l'efficacité budgétaire et le respect des procédures suivies pour la mise en place du projet.

PACTE COMORES II : Une intervention largement appréciée par les autorités nationales

La pertinence et l'impact de PACTE-Comores, ainsi que la qualité de l'appui fourni et des résultats obtenus ont été également salués par les autorités nationales, notamment la CENI, l'Assemblée Nationale et la Cour Constitutionnelle.

A ce propos, le **Président de la CENI**, M. Ahmed Mohamed Djaza a adressé à la direction du projet PACTE Comores II son souhait de continuer à bénéficier de l'appui du projet notamment en matière de renforcement des capacités afin de permettre à l'institution, pour la première fois permanente, de répondre aux attentes des électeurs et des parties prenantes électorales. De plus l'institution a formulé la requête pour qu'ECES contribue au renforcement des synergies régionales en matière électorale à travers un appui aux OGE de l'Océan Indien regroupés sous l'égide de la Commission de l'Océan Indien (COI).

A son tour, l'**Assemblée Nationale**, via son Président Adou Oussen, tout en remerciant le projet PACTE Comores II pour l'appui fourni dans la cadre des Elections des Représentants de la Nations de 2015 qui ont abouti à la mise en place du nouveau parlement comorien, a formulé son souhait pour que l'appui en matière de renforcement des capacités au bénéfice de l'institution nouvellement mise en place se poursuive.

En s'adressant à la Délégation de l'UE en République de Maurice pour l'Union des Comores et la République des Seychelles, le **président de la Cour Constitutionnelle** de l'Union des Comores a



ECES, à la demande et de commun accord avec les Commissions Electorales de l'Océan Indien (Madagascar, Maurice, Union des Comores, Seychelles), est en train d'explorer les pistes avec ces derniers de créer un réseau d'OGEs de l'Océan indien et ceci sous l'égide la Commission de l'Océan Indien (COI).

PERPECTIVES FUTURES en Union des Comores

Afin de maximiser les acquis obtenus dans les cadres des projets PACTE d'ECES en Union de Comores et contribuer à la mise en œuvre des recommandations formulées par les Mission d'Observation Electorale, des propositions d'action futures ont été développées afin de consolider durablement les processus démocratiques et électoraux dans le pays.

ECES étant présent depuis août 2014 en Union des Comores, la connaissance du contexte politico-culturel comorien représente une vraie valeur ajoutée qui permet d'apporter un appui adapté aux exigences spécifiques des acteurs électoraux.

Programme d'Appui au Processus démocratique en l'Union des Comores PRODEMO Comores

L'objectif global du PRO-DEMO Comores est de contribuer à la consolidation durable du processus démocratique dans l'Union des Comores à travers le renforcement des capacités des parties prenantes concernées. L'action portera sur la nécessité de travailler avec tous les acteurs du processus démocratique, dans une approche inclusive, intégrant les Institutions de la République, la société civile, les médias, afin de renforcer leurs capacités et de consolider le processus démocratique. De plus, une attention particulière sera portée à la prise en compte des femmes et des jeunes, dans une optique transversale tout au lieu de l'action pour garantir une appropriation durable des résultats.

Afin d'aborder les multiples défis envisagés dans le contexte politique et électoral actuel en Union des Comores et apporter un appui multidimensionnel et multi-niveaux, ECES envisage de maximiser son vaste réseaux de partenaires, qui à l'heure actuelle se compose de plus de 70 organisations dans le monde entier, en vue d'assurer un niveau unique de compréhension et de capacité à répondre à toutes sortes de situations d'urgence survenant au cours du cycle électoral.

Programme d'Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, le Leadership et la Stabilité INCIPALS COMORES

Le présent projet, en complémentarité aux autres projets développés par ECES aux Comores, vise à renforcer la confiance de la société civile, des médias et des institutions de l'état dans le processus de démocratisation. Ainsi, et suivant les recommandations réalisées par les observateurs nationaux et internationaux, il s'avère important de (i) renforcer la sensibilisation de la population sur le processus de démocratisation ; (ii) poursuivre et développer la formation des journalistes et (iii) poursuivre des actions citoyennes pour permettre à la société de s'informer et d'apporter sa contribution en soutenant les institutions étatiques. INCIPALS Comores apportera une attention spéciale portée sur l'inclusion des jeunes et des femmes.

La synergie de planification et l'expertise d'ECES sur ces projets en Union des Comores permettra d'avoir une vision holistique envers les besoins du Pays mais aussi une conjonction d'actions envers l'objectif final de soutien à la consolidation du processus de démocratisation.

Programme d'Appui au Processus démocratique en l'Union des Comores

PRO-DEMO COMORES



Programme d'Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, le Leadership et la Stabilité

INCIPALS COMORES





ECES Comores

Moroni - Union des Comores
 Quartier - Oasis,
 BP 8326 / Tél: + 269 357 85 63

www.pacte-comores.eu
www.eces.eu

ECES Siège

Avenue Louise 209/A, 1050
 Bruxelles, Belgique

www.eces.eu
www.facebook.com/eces.eu/

